

Lettre de Bruxelles n° 2, mai 2018

sur la viande de volailles et les œufs

Regards sur les Dialogues Civils, par Anne Vonesch

Chers amis, bonjour !

Cette lettre vous montre comment on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs et pas de commerce mondial sans fraudes et tricheries. Instantané d'un système déshumanisé nourri aux céréales.

En rouge les informations du Groupe de Dialogue Civil du 18 mai,
en bleu mes interventions et commentaires personnels.

Situation du marché

La production de volailles augmente un peu, poussée par les poulets et les dindes, et les canards remontent après la crise de grippe aviaire, en France et surtout en Hongrie (+ 82 %). Comme d'habitude, c'est surtout la Pologne qui augmente, d'autres baissent : Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Pays-Bas. L'exportation augmente aussi, mais elle diminue vers l'Arabie saoudite, parce que Doux est en faillite. La balance commerciale est légèrement négative en valeur et positive en volume.

Est-ce que l'augmentation ou la baisse des masses produites a un quelconque lien avec les conditions d'élevage et en particulier la densité, qui peuvent varier selon certaines réglementations nationales ?

Concernant la densité, on pourrait trouver une relation, puisque l'Allemagne qui limite la densité à 39 kg/m² a réduit sa production (le maximum européen étant à 42 kg/m²), mais ce n'est pas universellement vrai. C'est à creuser. Les Polonais disent avoir des bâtiments très modernes. La Finlande est fière de ses performances sanitaires, elle n'utilise pas d'antibiotiques depuis 2009, et ceci avec une densité maximale de 39 kg/m².

Pour l'œuf, la référence en matière de prix va glisser de l'œuf de cage vers l'œuf au sol.

15 œufs valent le prix d'un café.

Comment se fait-il que la production de canards et de dindes augmente, alors que les Recommandations du Conseil de l'Europe en matière de litière (canards), de mise à disposition d'eau permettant d'y tremper la tête (canards) et d'abandon des mutilations (canards et dindes) ne sont pas suivies ? N'importe que l'on considère ces Recommandations comme étant des obligations (ce que juridiquement elles sont au vu des traités), des recommandations ou au minimum des bonnes pratiques : le résultat est très mauvais.

Certaines personnes dans certaines Directions Générales de la Commission européenne semblent toujours dans l'illusion que les normes de protection animale de l'UE seraient appliquées ; le croient-ils vraiment, ou font-ils semblant ?

Quant aux céréales, pour la plupart (dont le maïs), on tourne autour de productions et consommations mondiales record. L'Europe augmente ses importations de maïs. Quelqu'un demande l'acceptation des « nouvelles technologies ».

Du maïs ! encore plus de maïs ! Epuisant les ressources en eau et asséchant les ruisseaux ? Imbibant cours d'eau et nappes phréatiques de ses herbicides ? Créant des déserts biologiques ? Neuf dixièmes du maïs en Europe servent à l'alimentation animale. Oh combien excessifs et inutiles !

European
Commission

EU 28 Cereals Balance Sheet

Thousand metric tonnes

| LAST UPDATED: 26/04/2018 | 2018/19 (forecast) | | | | | | | | | |
|------------------------------------|--------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|------------|--------------|---------------|--------------|----------------|
| | Common wheat | Barley | Durum wheat | Maize | Rye | Sorghum | Oats | Triticale | Others | TOTAL CEREALS |
| Beginning stocks | 15 584 | 5 919 | 2 785 | 21 683 | 609 | 122 | 481 | 948 | 1 213 | 49 345 |
| Usable production | 141 505 | 61 313 | 8 792 | 64 006 | 7 423 | 722 | 8 218 | 10 805 | 3 393 | 306 175 |
| <i>Area (thousand ha)</i> | 23 337 | 12 105 | 2 679 | 8 392 | 1 982 | 136 | 2 684 | 2 698 | 1 518 | 55 532 |
| <i>Yield (tonnes/ha)</i> | 6.1 | 5.1 | 3.3 | 7.6 | 3.7 | 5.3 | 3.1 | 4.0 | 2.2 | 5.5 |
| Imports (from third countries) | 3 116 | 500 | 2 093 | 13 300 | 67 | 153 | 5 | | 158 | 19 391 |
| Total supply | 160 205 | 67 732 | 13 670 | 98 989 | 8 099 | 997 | 8 703 | 11 753 | 4 763 | 374 911 |
| Total domestic use | 118 609 | 50 365 | 9 489 | 75 774 | 7 061 | 875 | 7 723 | 11 618 | 4 484 | 285 998 |
| Human consumption | 48 134 | 363 | 8 056 | 5 426 | 3 068 | 156 | 1 152 | 52 | 23 | 66 430 |
| Seed | 4 774 | 2 142 | 498 | 408 | 408 | 29 | 450 | 531 | 69 | 9 309 |
| Industrial uses | 10 800 | 9 089 | 95 | 11 700 | 1 666 | | 102 | 446 | 102 | 33 998 |
| <i>of which bioethanol/biofuel</i> | 4 665 | 437 | | 6 200 | 953 | | | 344 | 14 | 12 613 |
| Animal feed | 54 000 | 38 370 | 800 | 57 640 | 1 850 | 690 | 5 950 | 10 500 | 4 250 | 174 051 |
| Losses | 900 | 400 | 40 | 600 | 70 | | 70 | 90 | 40 | 2 210 |
| Exports (to third countries) | 27 000 | 10 486 | 1 257 | 2 596 | 165 | 3 | 208 | 2 | 8 | 41 724 |
| Total use | 145 609 | 60 850 | 10 746 | 78 370 | 7 226 | 877 | 7 931 | 11 620 | 4 492 | 327 722 |
| Ending stocks** | 14 596 | 6 882 | 2 924 | 20 619 | 873 | 120 | 772 | 132 | 272 | 47 190 |
| Change in stocks** | -988 | 962 | 139 | -1 064 | 264 | -2 | 291 | -815 | -941 | -2 155 |

http://ec.europa.eu/agriculture/cereals/index_en.htm

https://ec.europa.eu/agriculture/market-observatory/crops_en

La résistance aux antibiotiques

En 2050 elle pourrait coûter aussi cher que la crise financière de 2008 (ça au moins c'est un repère !) Il y a eu un plan d'action 2011-2016, mais le problème persiste, et l'évaluation ex-post donne des recommandations. Il faut renforcer le programme *One Health*. L'utilisation des antibiotiques est plus élevée dans le Sud et l'Est de l'Europe que dans le Nord et l'Ouest. Entre les secteurs humains et vétérinaires, l'environnement transmet les résistances. En juin 2017 un nouveau plan d'action avec 75 actions concrètes a été adopté, avec plus de cohérence et de synergies, et il vise une réelle plus-value par le niveau européen. La Commission pousse beaucoup cet aspect dans les négociations bilatérales et multinationales, pour inscrire cela à l'OIE et au Codex, et est contente que des pays tiers y deviennent sensibles, parce que chez eux aussi les consommateurs le demandent.

C'est un plan palliatif construit sur une base vacillante et insoutenable, puisqu'on élève des animaux mutilés en claustration à forte densité dans un système mondialisé avec beaucoup de transports. On cherche des solutions technologiques, par la biosécurité, mais on est aveugle, et il y a un tabou, sur les réalités insoutenables. Pourtant les prises de conscience pourraient évoluer très vite, on l'a vu par rapport à la reconnaissance du fait que les animaux ont une conscience induisant une prise de conscience sociétale.

Le débat évoque que l'Europe serait un modèle mondial ; qu'il faudrait rechercher les molécules interdites chez nous dans les importations ; que les pays du Nord ont démontré qu'on peut baisser les quantités d'antibiotiques et cela n'a rien à voir avec les pratiques intensives ; qu'en France on a baissé les antibiotiques de 37 % et que l'innovation aide, surtout au niveau des bâtiments. Mais quel respect de tout cela dans les accords commerciaux ?

D'après la Commission européenne, il n'est pas facile de détecter les molécules ; on détecte uniquement ce qui est donné trop près de l'abattage, mais pas les antibiotiques stimulateurs de

croissance. Quant aux voyageurs qui reviennent avec des microbes résistants, l'UE n'a pas la compétence de les contrôler, c'est le rôle des Etats membres.

Influenza aviaire

L'actualité focalise sur H5N8 et H5N6. Les animaux sauvages ont uniquement H5N6, pas de zoonose. (en Chine il y a un H5N8 avec zoonose). Il s'agit de rapaces : aigles à queue blanche et busards.

La Chine vaccine contre H7N9.

L'EFSA a produit une opinion scientifique en octobre 2017.

L'enjeu est d'établir une distinction entre haute et faible pathogénicité en vue d'une approche différente. Avec l'espoir d'obtenir au niveau de l'OIE une modification des définitions, et en particulier de la « régionalisation ».

Accord commercial avec le Mexique

Le 21 avril il y a eu un accord de principe, ambitieux au niveau marché et SPS (sanit et phytosanitaires) Il accepte la régionalisation. 20 000 t de cuisses entrent progressivement en UE. L'Europe protège ses filets et exporte de la viande séparée mécaniquement (c'est important). Le deal est bien accueilli par les producteurs.

Qu'en est-il de la protection animale dans les négociations SPS ? Importera-t-on des œufs de cage ?

La Commission européenne aurait en protection animale une bonne coordination avec les Mexicains.

Pour la première fois l'autre parti a reconnu que les animaux sont des êtres sensibles, c'est un progrès. – Les contingents d'importation existaient déjà. Il n'existe aucune relation entre les contingents et le bien-être animal.

Etiquetage de produits faits de plantes avec des termes de produits d'animaux

Les filières n'en veulent pas, et une grande association de consommateurs en Espagne aurait fait la demande d'interdire ces dénominations.

Les ONG trouvent cela parfaitement ridicule, parce que les consommateurs savent parfaitement qu'un produit « vegan » ou du « lait de soja » p ex, ne contiennent pas de produit animal. Exemples plus compliqués : Burger aux épinards... Beurre de cacahuètes...

Existerait-il une seule étude qui démontrerait que des consommateurs se trompent ?

La Commission ne connaît pas de telle étude. Il est clairement interdit d'induire les consommateurs en erreur. Les termes autorisés ou non doivent être définis au niveau des EM, en fonction des habitudes culturelles. Il n'appartient pas à l'UE de légiférer.

La France veut l'interdire dans la Loi Alim... (et l'a fait).

Fraudes brésiliennes

Impressionnant : entreprises, pouvoirs publics, labos... tout le monde a fraudé. Cette fois, la Commission est plutôt crédible dans son attitude. Beaucoup d'entreprises sont suspendues, il y a arrêt total de l'import de viande cheval, de produits de poisson. Les volailles sont contrôlées au Brésil et à l'arrivée, dont 20 % en analyse microbiologique

Le Commissaire est resté ferme face au Ministre brésilien.

Importations d'Ukraine

Il y a des classes de produits définies. L'Ukraine exporte des filets de poulets où sont encore accrochés les premiers os (omoplate) de l'aile et évite ainsi que l'ensemble soit classé « filet » et imposé de tarifs de douane.

Les œufs provenant d'Ukraine étaient surtout des œufs séchés, mais maintenant il s'agit de plus en plus d'œufs frais qui apparaissent en Latvia et, illégalement, en Pologne. La production ukrainienne monte rapidement dans de très grandes exploitations financées par l'Ouest. **Des firmes ukrainiennes ont été rachetées par des françaises et les produits arrivent en UE.**

Législation de protection animale en Ukraine.

La Commission européenne se réjouit : c'est remarquable ! L'Ukraine va appliquer notre législation de protection animale. Ils vont approcher nos règles SPS (Sanitaires et PhytoSanitaires). Un groupe spécial en Ukraine développe une stratégie SPS dont le bien-être animal fait partie.

Pas seulement les ONGs réagissent **avec ironie : fantastique !** Mais ça dure depuis des années. Qu'est-ce qui se passe concrètement ? L'Ukraine connaît nos règles, ça dure depuis 12 ans, et ils produisent toujours dans des cages standard. Ni enthousiasme ni optimisme...